

MINISTÈRE DE LA SANTE ET DE LA PROTECTION SOCIALE

Section de la radioprotection

-

Conseil supérieur d'hygiène publique de France

-

Avis du 7 décembre 2004

relatif à la radioprotection des mains des personnels hospitaliers

Les irradiations des mains contribuent de manière significative aux expositions des personnels des établissements de santé aux rayonnements ionisants, qu'il s'agisse d'activités de radiologie interventionnelle ou de la préparation et de l'administration de radiopharmaceutiques en médecine nucléaire.

Conformément au décret 2003-296 du 1 mars 2003, la dose équivalente aux extrémités ne doit pas dépasser 500 mSv sur 12 mois consécutifs. Certaines pratiques peuvent conduire à des expositions proches de cette limite ou même la dépassant et il est nécessaire de s'interroger sur les mesures techniques et organisationnelles susceptibles de réduire ces doses.

La section de radioprotection du Conseil supérieur d'hygiène publique de France fait les recommandations suivantes :

- Les activités entraînant une irradiation significative des extrémités devraient faire l'objet d'une estimation de la dose collective qu'elles délivrent au niveau des mains. Dans un premier temps, cette estimation pourrait être générique, limitée aux actes et aux matériels les plus courants et conduite dans quelques sites (pour estimer sa variabilité) en collaboration entre l'IRSN et les sociétés savantes concernées. Elle devrait être régulièrement actualisée.
- Les mesures susceptibles de réduire cette dose collective, en particulier de protection des mains, de conditionnement, préparation, contrôle et administration des radiopharmaceutiques devraient être systématiquement explorées, en collaboration avec les industriels concernés.
- Le Conseil insiste sur l'importance de l'apprentissage théorique et pratique, en particulier en tutorat, pour limiter les doses qui, pour les mêmes pratiques, sont fortement dépendantes de l'expérience et du savoir-faire. Cet apprentissage est favorisé par une dosimétrie des doigts à chaque fois que c'est possible.

- Pour une dose collective optimisée donnée, correspondant à une activité diagnostique ou thérapeutique déterminée, le Conseil recommande que cette dose soit distribuée sur le plus grand nombre possible de personnes habilitées. Ce partage des doses doit être considéré comme une priorité dans l'organisation des tâches.

Le Président
de la section de la radioprotection
du Conseil supérieur d'Hygiène publique de France

André Aurengo